

Le rôle des ressources humaines dans le développement rural: cas de la Tunisie

Abdessalem AOUN

*Ecole Supérieure d'Horticulture
Sousse (Tunisie)*

Introduction

Le concept de développement, appliqué à un espace rural, est avant tout un processus de changement qui fait intervenir toutes les activités permettant l'accroissement du bien être de la population rurale.

En outre, les besoins vitaux dans le monde rural sont aussi variés que diversifiés, mais de tels besoins convergent en majorité à différents niveaux: de nutrition, de santé, d'habillement et de logement. Par ailleurs, le développement du potentiel humain doit passer nécessairement par le savoir faire, et ce à travers la scolarisation, la formation des adultes et l'encadrement.

A travers cette définition, l'élément primordial qui est à la base du développement rural est l'Homme. Ainsi, on ne peut réaliser un développement dans les zones rurales qu'à travers le renforcement et la consolidation du potentiel humain. De ce fait, les investissements dans divers domaines, de santé et de l'enseignement constituent les meilleurs garants d'accroissement des potentialités réelles de la population rurale.

Le présent travail se propose d'identifier les principales caractéristiques des zones rurales en Tunisie et les conséquences qui en résultent, et ce en se basant sur l'importance et de la place du capital humain dans le processus de développement rural.

Principales caractéristiques du monde rural tunisien

Dans la plupart des régions tunisiennes, la campagne se trouve confrontée à des difficultés énormes, dont on peut citer:

- une activité de production dominée par l'agriculture,
- une économie peu marchande (autoconsommation importante),
- une dispersion du peuplement rural,
- une infrastructure de base insuffisante,
- un faible taux de scolarisation,
- un habitat en mauvais état,
- une absence d'une diversification de loisirs.

L'état actuel du milieu rural tunisien est le résultat d'un sous-développement rural cumulatif. Cependant, malgré les efforts déployés, différentes actions de développement agricole et rural n'ont pas permis de réduire significativement les écarts inter-sectoriels et inter-régionaux en matière de conditions de vie, d'emploi et de revenu. Ceci nous amènera à affirmer que le secteur agricole continue à être confronté à une série de contraintes dont essentiellement:

- un sous-emploi structurel et une offre d'emploi de plus en plus limitée,
- une productivité globale relativement faible,
- un revenu moins important que celui des autres secteurs et,
- une infrastructure économique et sociale peu développée.

Il convient de signaler que les différents programmes qui ont été menés dans le cadre de la promotion rurale (Programme de développement rural intégré, Famille productive, Potagers familiaux) avaient permis d'augmenter le revenu des familles pauvres et par conséquent, formuler des réponses individualisées aux problèmes de la pauvreté. De même, une préparation inadéquate des bénéficiaires, un faible taux de suivi et une attention mal soutenue pour engager un processus d'auto-développement, sont à l'origine de la rareté des résultats positifs.

Conséquences: les mouvements migratoires

L'évolution économique du milieu urbain et le faible taux de développement rural, ont fait que la Tunisie se caractérise par l'existence de deux catégories de flux migratoires: une migration nationale et une migration internationale.

La migration nationale

Pour la Tunisie, les migrations internes se font de la campagne vers les villes (villes régionales, la zone côtière et la capitale). La décision de partir est principalement dictée par un écart de salaire qui attire les travailleurs ruraux vers les villes. En réalité, si on considère les différences du coût de la vie, cet écart est illusoire, car les habitants des villes doivent, dépenser davantage que les ruraux, pour leur alimentation et leur logement.

La formulation du modèle d'exode rural établie sur la base des incitations économiques et tenant compte de l'hypothèse que la migration est principalement fonction d'une comparaison des salaires offerts sur le marché du travail, à la campagne et en ville, peut s'exprimer ainsi:

$$M_t = f(W_u - W_r)$$

où M_t est le nombre des migrants du monde rural pendant la période t , f la fonction de réponse, W_u le salaire urbain et W_r le salaire rural.

L'examen du monde rural révèle la présence de plusieurs chômeurs avec une offre d'emploi assez faible. Ainsi, ce modèle suppose que le salaire urbain escompté, comparé au salaire rural, est égal à la rémunération effective, multiplié par la probabilité de la découverte d'un emploi, soit:

$$W_* = PW_u$$

où W_* = le salaire escompté et P = la probabilité de la découverte d'un emploi:

$$P = \frac{E_u}{(E_u + U_u)}$$

où E_u = l'emploi urbain et U_u = le chômage urbain.

La migration à une période donnée est donc fonction de trois facteurs. L'écart entre les salaires ruraux et urbains, le taux de chômage urbain, et l'aptitude des migrants potentiels à profiter des occasions en résultant.

Selon ce modèle, l'exode rural se poursuivra tant que W_* sera supérieur à W_r . Il ne cessera, que lorsque la migration aura provoqué, en ville, une baisse des salaires ou une hausse du chômage suffisantes pour que $W_* = W_r$. Il peut également arriver que W_r soit supérieur à W_* , auquel cas on assistera à un retour de gens à la campagne.

Dans le cas de la migration nationale, les facteurs économiques ne sont pas les seuls à exercer une influence importante sur la décision de migrer. Des études ont montré que les rapports sociaux jouent également un rôle significatif (Gillis, 1990). Enfin, certains migrants et notamment les jeunes sont attirés par le mode de vie et les loisirs des grands centres urbains dynamiques ou touristiques, comme Tunis Hammamet et Sousse.

Le volume global des déplacements entre milieu urbain et rural inter et intra-gouvernorats a été durant la période 1984-1989, de 137.100 se répartissant comme suit:

Tableau 1
Exode rural en Tunisie: 1984-1989

	Déplacement Inter-Gouvernorat	Déplacement Intra-Gouvernorat	Total
Rural vers urbain	35.200	66.900	102.100
Urbain vers rural	14.100	20.900	35.000
Total	49.300	87.800	137.100
Exode rural	21.100	46.000	67.100

Source: Enquête population et emploi 1989, INS, p. 64.

Dans le cadre des mouvements migratoires internes et durant la période 1984-1989, l'exode rural peut être évalué à 67.000 en cinq ans soit environ 13.000 par an.

Pour la Tunisie, les mouvements migratoires internes ont engendré certains problèmes. La présence des constructions chaotiques aux alentours des grandes villes, constituant une sérieuse menace pour la santé publique et la politique d'aménagement du territoire. La montée du chômage (estimé à 14%) gonflé par le nombre de travailleurs ruraux, le plus souvent sans qualifications. Parallèlement au chômage, l'augmentation de la délinquance et d'une jeunesse désœuvrée.

La migration internationale

Le développement inégal dans l'univers joue un rôle essentiel dans l'émergence et la prolifération de phénomène migratoire. Toute l'Europe industrielle a dû recourir à l'émigration pour combler les vides laissés par la population autochtone, dans les emplois réputés inférieurs n'exigeant souvent pas de qualifications.

Le recensement de mars 1984 montre que sur les 42.440 familles d'émigrés, 22.680 (près de 50%) appartiennent aux zones rurales (Trifa, 1987).

L'émigration de la population tunisienne vers l'étranger est un phénomène récent dicté essentiellement par des raisons d'emploi, et date depuis deux décennies.

Les mouvements migratoires internes et externes ont engendré certains déséquilibres au niveau de l'économie tunisienne. Ceci se traduit par une pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs sensibles tel que l'agriculture, et un vieillissement de la population rurale active.

Malgré un taux de natalité qui reste toujours assez élevé, l'exode rural a fait diminuer considérablement les effectifs masculins (de 15 à 30 ans) ayant comme activité principale l'agriculture. Ainsi, l'âge moyen des exploitants agricoles dans les zones rurales tunisiennes dépasse de nos jours les cinquante ans.

Développement rural et investissement humain

Le fondement philosophique du développement rural repose sur le principe que l'Homme est le moteur et l'aboutissement de toute activité créatrice et de tout changement. Ainsi, une large gamme de compétences humaines est indispensable à la mise en œuvre de la dynamique du développement rural.

La femme rurale

Durant les deux dernières décennies, les projets et programmes de développement du monde agricole et rural n'ont pas pris en considération l'élément féminin. Les actions visant les femmes étaient très limitées.

Cependant, il est indispensable de reconnaître que les femmes jouent un rôle important en agriculture et qu'elles pourraient assumer une part plus grande dans l'activité agricole.

Les études démographiques montrent que la présence féminine en milieu rural est plus importante que la présence masculine (surtout que l'exode rural touche davantage les hommes que les femmes).

Les orientations du VIII^{ème} Plan de développement économique et social (1992-1996) considèrent à sa juste valeur le rôle que doit assumer la femme dans l'activité agricole et rurale. Il s'agit notamment:

- d'un renforcement de la participation de la femme dans les activités productives des exploitations et son rôle dans la gestion,
- d'accorder l'attention nécessaire à la formation des femmes travaillant dans l'agriculture,
- de mettre en oeuvre des programmes de vulgarisation spécifiques aux femmes,
- de mettre en place un programme de crédit spécifique aux femmes leur permettant de financer aisément leurs activités,
- d'intégrer les femmes aux programmes de transfert de technologie.

L'enfant rural

A compter de sa naissance, l'être humain a droit à des soins médicaux adéquats, à une alimentation, à une atmosphère d'affection et de sécurité et à des loisirs. Ces conditions réunies lui permettent un développement d'une façon saine et normale sur le plan physiologique, intellectuel, moral et social. Les soins prodigués par les parents, les politiques sanitaires et la scolarisation précoce sont des investissements pour une meilleure expression des potentialités humaines.

L'enfant rural peut être un facteur de stabilité de la famille en zone rurale. En effet, la présence des enfants oblige souvent les parents à demeurer à côté d'eux pour s'occuper de leur éducation et subvenir à leurs besoins.

L'agent vulgarisateur

Les services de vulgarisation assurent la liaison essentielle entre les laboratoires de recherche, les stations expérimentales et les producteurs agricoles. La fonction de vulgarisation est essentielle au processus de développement agricole. Les agriculteurs ne réussiront pas à assimiler une nouvelle technologie s'ils ne la connaissent pas et s'ils ignorent comment l'intégrer dans leur système de production.

Le développement de l'agriculture familiale est lié à l'efficacité et à la compétence des services de vulgarisation agricole chargés de diffuser les nouvelles techniques. L'efficacité de la vulgarisation dépend de la formation et du recyclage des agents. La création d'un corps de vulgarisateurs hautement qualifié et fortement motivé est incontestablement indispensable pour mener à bien le transfert de technologie destiné à améliorer la capacité de production, le niveau de vie et les conditions d'existence des petits exploitants.

L'efficacité du vulgarisateur se fonde sur le contact et la confiance. L'entrée en contact et l'établissement de la confiance se trouvent souvent compliqués par le fait que les vulgarisateurs sont généralement des hommes, alors qu'une bonne part du travail agricole est effectuée par les femmes. Ainsi, l'enseignement supérieur agricole devrait donner plus de place à la formation des femmes en matière de vulgarisation agricole.

Enfin, il faut reconnaître que la vulgarisation a été peu efficace dans certaines situations, à cause de l'inadéquation des ressources, des problèmes de transport et de l'absence de liens avec la recherche et les agriculteurs.

Conclusion

Une politique qui vise le développement agricole et essentiellement l'agriculture familiale peut contribuer à générer l'emploi au sein des zones rurales. L'augmentation du volume de l'emploi, facteur imminent à toute stabilité rurale devait tenir compte des points essentiels suivants:

- l'amélioration des potentialités des ressources humaines,
- le fonctionnement rationnel des institutions dans le monde rural telles que les banques, les coopératives de service, les marchés ruraux, les associations collectives,
- l'amélioration de l'infrastructure de base en milieu rural.

A travers plusieurs zones rurales et essentiellement chez les privés, la monoculture à vocation céréalière et oléicole, etc. prédomine avec une exploitation extensive du potentiel sol. Par le nombre réduit de journées de travail qu'elle exige et par sa concentration dans le temps, la monoculture a encouragé un grand nombre d'exploitants à résider de plus en plus loin de leurs exploitations; ce qui a accentué le phénomène d'absentéisme.

Ce phénomène s'est trouvé accentué par l'absence d'un système d'encouragement pour la résidence sur la ferme (crédit suffisant pour le logement, pour l'électrification, pour l'utilisation des énergies renouvelables, etc. qui forment autant d'éléments indispensables pour la modernisation de la campagne et pour l'amélioration de son attractivité notamment pour les jeunes).

Tout ceci nous amènera à dire que la mise à l'écart (volontaire ou inconsciente) de toute forme d'intensification rend plus difficile la présence permanente de l'exploitant. Ainsi, l'agriculture est souvent considérée comme une activité qui peut être menée simultanément avec d'autres activités plus diverses et plus dispersées (commerce, fonction publique, professions libérales, etc.) et non pas comme étant une activité à plein temps.

De même, l'extensivité a eu comme corollaire un faible taux de création d'emplois et un emploi qui a gardé souvent un caractère saisonnier. Donc, toute volonté politico-économique de création d'emploi dans l'agriculture tunisienne reste tributaire d'une intensification préalable à l'échelle de la ferme.

En Tunisie, le niveau d'intensification reste en dessous des normes requises, et par conséquent, un effort important reste à déployer pour faire en sorte que les exploitants puissent adopter au mieux des systèmes intensifiés à leur optimum.

Le développement du monde rural doit passer avant tout par le développement du secteur agricole (l'agriculture est l'élément moteur du développement rural), et ce dans le

but de valoriser au mieux les potentialités réelles de toutes les régions agricoles et créer, en outre, les conditions favorables permettant au plus grand nombre possible d'agriculteurs de vivre correctement et de pouvoir s'installer pour faire de la campagne un lieu de résidence prospère.

Au terme de cette analyse, le développement du monde rural nécessite, d'une part l'amélioration substantielle des conditions de vie c'est-à-dire l'habitat, l'eau potable, l'éducation, les réseaux de communication, etc. et d'autre part, la mise en oeuvre d'une politique agricole stimulative assurant aux jeunes des emplois stables.

Bibliographie

- GILLIS, Malcolm et al., 1990, *Economie du développement*. Traduit de l'américain par Bruno B. Renault. Editions Universitaires.
- Institut National des Statistiques, 1989, *Enquête population et emploi*.
- KASSAB, A., 1979, *L'évolution de la vie rurale dans les régions de la Moyenne Medjerda et de Béja-Mateur*, université de Tunis.
- Republique tunisienne, Ministère de l'agriculture, 1990, *VIIIème Plan de développement économique et social (1992-1996)*.
- SCHULTZ, T.W., 1983, *Il n'est de richesse que d'Hommes-Investissement humain et qualité de la population*. Traduit de l'américain par Jamel Challali. Economie sans rivages, Bonnel, Paris.
- SWANSON, B.E., 1988, *Manuel de vulgarisation agricole*. FAO.
- TARIFA, C., 1987, «L'émigration tunisienne historique et quelques aspects socio-démographiques des émigrés», *Cahiers du C.E.R.E.S. Tunis*, Série Démographique 6, p. 31-45.